

## COMMUNIQUE

### **États Généraux de l'Alimentation : le Snetap-FSU se désolidarise de leurs conclusions**

Le Snetap-FSU, 1<sup>ère</sup> organisation syndicale de l'Enseignement Agricole Public, a participé aux États Généraux de l'Alimentation. Il était notamment présent à leur lancement le 20 juillet puis dans l'atelier 13 (faute d'avoir pu intégrer avec notre fédération dans d'autres ateliers clés) pour y porter la parole des personnels de l'Enseignement Agricole Public et défendre la nécessité d'une transition écologique par un changement de modèles de production et de consommation.

**Le bilan tiré de ces États Généraux : un sentiment de mépris vis-à-vis de la formation agricole, la surreprésentation des conservateurs, le calendrier trop court et peu propice à des échanges de fond, le manque d'ambition sur la politique de solidarité internationale, un débat axé sur la seule problématique des prix et de premières annonces peu encourageantes,... a décidé le Snetap-FSU et sa fédération à se désolidariser complètement des conclusions de ces États Généraux de l'Alimentation, cela pour ne pas cautionner le maintien du modèle agricole actuel.**

#### **La formation agricole méprisée**

Le Snetap-FSU a dénoncé la part minimale laissée à la formation professionnelle dans les États Généraux pourtant indispensable pour former les agriculteurs de demain comme ceux déjà en place et faire évoluer les modes de production et de transformation des produits agricoles.

Le Snetap-FSU aura finalement été la seule organisation syndicale représentant les personnels de l'Enseignement Agricole Public présente sur toute la durée de l'atelier, et s'il aura cherché jusqu'au bout à porter la parole des agents, force est de constater qu'au final il n'en reste manifestement rien.

#### **Une surreprésentation des conservateurs**

La composition des différents ateliers a immédiatement montré la place privilégiée accordée aux organisations professionnelles et représentant.es de l'agro-industrie et de la grande distribution, affichant une volonté farouche de ne surtout pas remettre en question un système et des modes de productions, de transformation. Au final cette répartition de la parole s'est faite en défaveur des représentant.es des consommateurs et des défenseurs des alternatives en terme de production comme de consommation. La parole des organisations de la société civile a été ignorée.

#### **Un calendrier peu propice à des échanges de fond**

L'agenda retenu par le Président de la République ne permettait pas de conduire un véritable dialogue de fond, car si les EGA ont été lancés en juillet les réunions n'ont démarré qu'en septembre pour prendre fin en novembre ... c'est à dire deux mois seulement d'échanges et donc une concertation de fait limitée. Un sujet aussi vaste et lourd méritait du temps pour approfondir les différents sujets.

#### **Un manque d'ambition sur la politique de solidarité internationale**

Plusieurs organisations ont rappelé que 815 millions de personnes sont aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et que dans ces conditions la lutte contre l'insécurité alimentaire au niveau international devait aussi être une priorité de ces EGA, car la France peut avoir un impact important par ses politiques publiques. Mais là encore les débats de ces États Généraux ont été en dessous des ambitions affichées et de ce que nous serions en droit d'attendre sur le sujet.

#### **Un débat axé sur la seule problématique des prix**

La crise agricole et l'urgence de la situation auront bloqué les esprits sur la résolution des problèmes par la seule entrée des prix. Pourtant, si des solutions urgentes doivent être trouvées il était nécessaire de réfléchir sur le fond, et à plus long terme, à de nouveaux modèles de production et de consommation pour nourrir la planète tout en la préservant. Nous n'avons pas vu émerger cette volonté.

#### **De premières conclusions peu encourageantes**

En ce qui concerne la répartition des richesses entre agriculteurs, transformateurs et distributeurs, les conclusions dévoilées dans le discours du Président de la République à Rungis le 11 octobre, ne sont guère plus encourageantes. Si elles garantissent une rémunération des producteurs, ce sera au détriment des consommateurs, dédouanant l'agro-industrie et la grande distribution.

**C'est l'ensemble de ces constats qui a décidé le Snetap-FSU, avec sa fédération, à se désolidariser des conclusions qui pourront sortir des États Généraux de l'Alimentation afin de ne pas cautionner un immobilisme coupable.**



F.S.U.

ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN